

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 28 NOVEMBRE 2022**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 25**

**Représentés : 9**

**Absent : 1**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, MM. JANUS, DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, DEBBI, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, M. RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, BERNIER ; M. RODRIGUES FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

MME RICCIARELLI ..... POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFF ..... POUVOIR A MME LOYAU

M. HAMONIC ..... POUVOIR A M. JANUS

M. BOUKOUNA ..... POUVOIR A M. PAUDELEUX

MME HADJIAT ..... POUVOIR A MME TERRINE

M. FERYN ..... POUVOIR A M. PROPONET

M. BOUCHE ..... POUVOIR A MME BERNIER

MME LEANZA ..... POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

M. LEBAS ..... POUVOIR A MME LACARRIERE-FARGES

**ABSENT : M. SOUSA**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy DEBBI** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**D222811-5**

Création d'une régie à seule autonomie financière pour la gestion du marché et l'exploitation du service du marché forain de la commune de Chilly-Mazarin : adoption des statuts.

**OBJET : CREATION D'UNE REGIE A SEULE AUTONOMIE FINANCIERE POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU SERVICE DU MARCHE FORAIN DE LA COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN : ADOPTION DES STATUTS.**

**RAPPORTEUR : DAVID RICCARDI**

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Depuis près de 70 ans, l'exploitation du marché forain de la Commune fait l'objet d'une gestion déléguée par le biais d'un contrat de concession de service public, dont le dernier contrat a été conclu en 1990 avec la société Les Fils de Madame Géraud.

Le contrat fixant cette délégation de service public arrive à son terme le 31 décembre 2022. La Ville a procédé à un bilan et une évaluation du contrat en cours d'achèvement de la délégation de service public de ce marché forain. Il s'agit désormais de définir les nouvelles modalités de gestion de ce marché forain pour les prochaines années.

La municipalité affirme sa volonté de promouvoir un marché forain de proximité, de qualité et avec une diversité de son offre commerciale, pour mieux répondre aux attentes des Chiroquois. En effet, les enjeux d'un marché forain portent à la fois sur des dynamiques d'animation commerciale, de valorisation du cadre de vie, de fonctionnement urbain du site notamment avec son environnement immédiat et de promotion des activités et filières commerciales et artisanales.

Les objectifs que la Ville s'est fixés portent sur :

- ✓ Le développement de l'offre et de la diversité des produits,
- ✓ La promotion des circuits courts, de valorisation des filières bio,
- ✓ Le renforcement des animations commerciales,
- ✓ Le réaménagement des espaces publics alentours,
- ✓ L'amélioration de la signalétique,
- ✓ L'optimisation de l'offre de stationnement,
- ✓ Le retraitement des étals et de la qualité des stands pour une harmonie d'ensemble...

Dans ce contexte, la Commune a fait le choix d'écarter un principe de gestion externalisée (marché public de service ou concession de service public) et de reprendre la gestion du service en régie (réintégration du service public au sein de l'organisation communale).

La Commune dispose de la possibilité d'exploiter directement son marché forain, à travers une régie dotée de la seule autonomie financière.

La régie ne dispose pas de personnalité morale propre et le service public reste intégré à la collectivité. Les recettes et les dépenses de cette régie figurent dans un budget distinct, annexé à celui de la commune et elle dispose d'un organe de direction : le conseil d'exploitation. Enfin, l'essentiel des pouvoirs est conservé par l'assemblée délibérante. L'ordonnateur en est Madame la Maire.

Un projet de rédaction de statuts de cette future régie vous est proposé. Ce projet vise à déterminer l'organisation administrative et financière de la régie du service public industriel et commercial relatif au marché forain communal.

Cette démarche a été concertée avec les commerçants du marché forain, qui ont pu exprimer leurs attentes et ont confirmé leur volonté que la Ville reprenne plus directement les sujets de gestion et d'entretien de ce service public.

Par ailleurs, conformément à la procédure, cette démarche a également été présentée pour avis à la Commission Consultative des Services Locaux Publics lors d'une séance qui s'est tenue le 12 novembre 2022, où un avis favorable a été rendu.

Enfin, la démarche a également fait l'objet de réunions de concertation le 24 novembre dernier avec les représentants du personnel au sein du Comité technique, qui a permis d'échanger sur les modalités de gestion et plus particulièrement en termes d'impacts sur l'organisation et le fonctionnement de l'administration communale.

C'est pourquoi, il est proposé de :

- 1) Créer une régie à seule autonomie financière et de la dénommer « Régie Autonome pour la gestion et l'exploitation du marché forain de la Commune de Chilly-Mazarin »,
- 2) Fixer la date de création de la régie au 1<sup>er</sup> janvier 2023,
- 3) Adopter pour cette régie les statuts figurant en annexe de la présente délibération,

Il est également nécessaire de prévoir une avance de trésorerie d'un montant de 20 000 €, remboursable au cours de l'année 2023, afin d'accompagner la régie dans la mise en place de son premier exercice budgétaire.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29 et suivants donnant pouvoir au Conseil municipal de régler par délibération les affaires de la commune,

**VU** le régime juridique des régies municipales est prévu aux articles L. 2221-4 et suivants, et R. 2221-1 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'avis de la Commission consultative des services publics locaux en date du 12 novembre 2022, favorable à la création de la régie,

**VU** l'avis du Comité technique en date du 24 novembre 2022, concernant la création de la régie,

**CONSIDERANT** l'anticipation de l'arrivée à échéance le 31 décembre 2022 du contrat de délégation du service public de gestion du marché forain et la nécessité de respecter le principe de continuité du service public,

**CONSIDERANT** la volonté de la Commune de mettre en œuvre une démarche globale, cohérente et durable de valorisation du marché forain comme lieu d'animation urbaine, commerciale et sociale majeur de la ville au service des Chiroquois,

**CONSIDERANT** que la gestion externalisée de ce service public ne permet pas de disposer d'un outil de mise en œuvre de cette démarche globale, cohérente et durable,

**CONSIDERANT** que la régie à seule autonomie financière constitue pour la Commune, l'outil idoine d'optimisation du service public dans une démarche de promotion d'ensemble,

## **D É L I B È R E**

**ARTICLE 1 : DECIDE DE CREER**, pour gérer le service public relatif au marché forain de la Commune, une régie dotée de la seule autonomie financière dénommée « Régie Autonome pour la gestion et l'exploitation du marché forain de la Commune de Chilly-Mazarin », destinée à assurer la gestion et l'exploitation de ce service public.

**ARTICLE 2 : DE FIXER** la date de création de la régie au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 3 : D'ADOPTER**, pour cette régie, les statuts figurant en annexe de la présente délibération.

**ARTICLE 4 : D'ATTRIBUER** à la « Régie Autonome pour la gestion et l'exploitation du marché forain de la Commune de Chilly-Mazarin » une avance de trésorerie pour son premier exercice budgétaire et de **FIXER** son montant à 20 000 €, remboursable dans l'année, avant le 31 décembre 2023.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**  
**Suivent les signatures.**  
**Extrait certifié conforme.**

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20221128-D222811-5-DE  
Date de réception : 01/12/2022  
Date de réception préfecture : 01/12/2022

**Chilly-Mazarin, le 28 novembre 2022**



**La Maire,  
Rafika REZGUI**





## Régie Autonome pour la gestion et l'exploitation du marché forain de la Commune de Chilly-Mazarin

# PROJET DE STATUTS

### **Préambule :**

Les présents statuts, adoptés par la délibération n° D222811-5 du Conseil Municipal du 28 novembre 2022 de la Commune de Chilly-Mazarin, ont pour objet de déterminer l'organisation administrative et financière de la régie du service public industriel et commercial relatif au marché forain communal.

La régie est dotée de la seule autonomie financière au sens des articles L.2221-11 et suivants et R.2221-63 et suivants du code général des collectivités territoriales (ci-après dénommé « CGCT »).

Les dispositions de ces articles sont complétées par celles des présents statuts.

Les présents statuts entrent en vigueur à la date à laquelle est fixée l'existence légale de la régie.

Il sera procédé à la révision ou à la modification des statuts par délibération du Conseil Municipal de la Commune de Chilly-Mazarin.

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1 – OBJET, PERIMETRE ET COMPETENCE DE LA REGIE .....	3
ARTICLE 2 – DENOMINATION DE LA REGIE .....	4
ARTICLE 3 - DUREE ET SIEGE .....	4
<b>CHAPITRE 2 : ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA REGIE .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 4 – REPRESENTANT LEGAL DE LA REGIE .....	5
ARTICLE 5 - LE CONSEIL MUNICIPAL.....	5
ARTICLE 6 - LE CONSEIL D'EXPLOITATION.....	6
Article 6.1 - Compétence du Conseil d'exploitation .....	6
Article 6.2 - Composition du Conseil d'exploitation .....	6
Article 6.3 - Modes de désignation, durée du mandat et renouvellement.....	6
Article 6.4 - Statut des membres.....	6
Article 6.5 – Présidence et Vice-Présidence .....	7
Article 6.6 - Fréquence des réunions, ordre du jour et convocations .....	7
Article 6.7 – Suppléances et pouvoirs.....	8
Article 6.8 – Quorum .....	8
Article 6.9 - Déroulement des réunions, vote.....	8
Article 6.10 – Comptes rendus des réunions du Conseil d'Exploitation .....	9
Article 6.11 – Délibérations du Conseil d'exploitation.....	9
Article 6.12 – Créations de commissions .....	9
ARTICLE 7 - LE DIRECTEUR .....	9
Article 7.1 - Désignation - Nomination.....	9
Article 7.2 Attributions du directeur .....	9
ARTICLE 8 - LE COMPTABLE .....	10
<b>CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE LA REGIE .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS GENERALES .....	11
ARTICLE 10 - DOTATION INITIALE ET AVANCES .....	11
ARTICLE 11 – PRESENTATION DU BUDGET .....	11
ARTICLE 12 – PREPARATION ET VOTE DU BUDGET .....	12
ARTICLE 13 - CLOTURE DE L'EXERCICE .....	12
ARTICLE 14 – PREPARATION ET VOTE DU COMPTE DE FIN D'EXERCICE.....	12
ARTICLE 15 – AFFECTATION DU RESULTAT COMPTABLE .....	12
<b>CHAPITRE 4 - FIN DE LA REGIE.....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 16 - CESSATION D'ACTIVITE .....	13
ARTICLE 17 - LIQUIDATION.....	13
<b>CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>14</b>
Article 17.1 Modification des statuts.....	14

# CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## Article 1 – Objet, périmètre et compétence de la régie

La régie a pour objet la gestion et l'exploitation du marché forain de la Commune de Chilly-Mazarin, situé au 31 Avenue. Pierre Brossolette, 91380 Chilly-Mazarin ainsi que son périmètre extérieur, ci-après désigné « le Service ».

Construits et aménagés en 1991, la halle et son pourtour accueillent aux jours et horaires prévus par arrêté de la Maire de Chilly-Mazarin des commerçants abonnés et casuels qui proposent une offre de produits alimentaires et manufacturés.

La régie gère directement le Service sous l'autorité du Conseil municipal de la Commune de Chilly-Mazarin. Elle assure cette mission dans un objectif de qualité du service rendu aux usagers.

Sa mission comprend notamment :

- La gestion complète du service :
  - La facturation et le recouvrement de l'ensemble des redevances, droits de places, taxes, dus par les commerçants du marché en leur qualité d'occupants du domaine public ;
  - La gestion administrative de la Commission du marché, convoquée et présidée par la Maire ou son représentant ;
- L'exploitation du marché forain :
  - La gestion des relations du service avec les commerçants, abonnés ou non (recherche/sélection, placement, encadrement, règlement des litiges éventuels, etc.), et autres acteurs susceptibles d'être partie prenante du service ;
  - L'affectation à l'exécution du service de personnel qualifié et approprié aux besoins conformément à la réglementation en vigueur ;
  - La participation à la définition et au suivi d'une stratégie de développement d'un commerce de bouche de qualité, ainsi que d'un commerce de produits manufacturés en adéquation avec les attentes des usagers ;
  - La réalisation d'une politique d'animations et de communication visant à assurer la promotion du marché ainsi que son rayonnement sur le territoire communal et extra-communal ;
  - La surveillance des installations du service (la halle et son pourtour) ;
- Le maintien en parfait état de fonctionnement des ouvrages ;
  - L'entretien et la maintenance courante des installations et ouvrages ainsi que des équipements du périmètre concédé ;
  - L'acquisition et le renouvellement du mobilier nécessaire à l'exploitation ;
  - Le regroupement, le tri, l'enlèvement et la valorisation des déchets générés par le marché à l'issue de chaque séance ;
  - Le nettoyage de la halle ;

## **Article 2 – Dénomination de la régie**

Le nom commercial de la régie est « Régie Autonome pour la gestion et l'exploitation du marché forain de la Commune de Chilly-Mazarin »

## **Article 3 - Durée et siège**

La régie est créée pour une durée illimitée, sous réserves des dispositions du Chapitre 4 Article 16 des présents statuts

Son siège social est établi à l'adresse suivante :

Mairie de Chilly-Mazarin

Place du 8 mai 1945

91380 Chilly-Mazarin



## Chapitre 2 : ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA REGIE

La régie est administrée, sous l'autorité de la Maire, par un Conseil d'exploitation et un Directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition de la Maire.

### Article 4 – Représentant légal de la régie

La Maire est le représentant légal de la régie et elle en est l'ordonnateur.

Elle prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil municipal.

Elle présente au Conseil municipal le budget et le compte administratif.

Elle peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Par la délibération n°200528-6 du 28 mai 2020, le conseil municipal a délégué à la Maire la compétence d'intenter les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour l'ensemble des recours devant les juridictions administratives relatifs à la légalité des décisions, à sa responsabilité ou à celle des tiers à son égard, ainsi que pour toutes procédures devant les juridictions judiciaires relatives à la responsabilité de la Ville ou à l'égard de la Ville, y compris devant les tribunaux pénaux par le biais de constitutions de partie civile ou de citations directes, aux baux et occupations de biens appartenant à la Ville ou loués par elle ainsi qu'au respect des dispositions d'urbanisme, ainsi que de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros ;

### Article 5 - Le Conseil Municipal

Conformément aux dispositions de l'article R.2221-72 du CGCT, le Conseil Municipal, après avis du Conseil d'exploitation :

- 1° Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- 2° Autorise la Maire à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions pour les actions non couvertes par la délégation de pouvoirs décidée par sa délibération n°200528-6 du 28 mai 2020
- 3° Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;
- 4° Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- 5° Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- 6° Fixe les taux des redevances dues par les usagers de la régie. Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L.2224- 1, L.2224-2 et L.2224-4 du CGCT.

## **Article 6 - Le Conseil d'exploitation**

### **Article 6.1 - Compétence du Conseil d'exploitation**

Le Conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil municipal ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les présents statuts.

Il est consulté par la Maire sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie.

Le Conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente à la Maire toutes propositions utiles.

### **Article 6.2 - Composition du Conseil d'exploitation**

Le Conseil d'Exploitation est composé de 3 membres titulaires et de 3 membres suppléants :

- 2 sont issus du Conseil municipal de la Commune de Chilly-Mazarin ;
- 1 est désigné au regard de ses compétences particulières ou de l'intérêt qu'il porte au fonctionnement du service public du marché forain.

Les membres suppléants ne siègent, avec voix délibérative, qu'en cas d'empêchement d'un membre titulaire, sur demande de ce dernier, dans les conditions fixées à l'article 6.7 des présents statuts.

### **Article 6.3 - Modes de désignation, durée du mandat et renouvellement**

Les membres du Conseil d'Exploitation sont désignés par délibération du Conseil municipal, sur proposition de la Maire. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Les membres du Conseil d'exploitation sont désignés dans le respect des règles d'incompatibilité fixées aux articles R.2221-7 et 8 du CGCT.

Il est mis fin aux fonctions des membres du Conseil d'exploitation s'ils perdent la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés. Il pourra également être mis fin à leurs fonctions pour manque d'assiduité aux réunions du Conseil d'exploitation.

La durée du mandat des membres du Conseil d'exploitation est celle du mandat municipal.

En cas de vacance de siège, pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de démission exprimée par l'intéressé au moyen d'une lettre adressée à la Maire, de décès ou de déchéance prévue à l'article R.2221-8 du CGCT, il est procédé, dans un délai maximum de trois (3) mois, au remplacement du membre défaillant dans les mêmes formes que celles ayant présidé à la désignation de ce dernier.

Le nouveau membre exerce alors ses fonctions jusqu'à la date à laquelle le mandat du membre qu'il remplace aurait cessé.

Le renouvellement des membres du Conseil d'exploitation, à l'issue du mandat des conseillers municipaux, est opéré dans les mêmes conditions que leur désignation initiale.

### **Article 6.4 - Statut des membres**

Les fonctions de membre du Conseil d'exploitation sont gratuites.

Toutefois, en application des dispositions de l'article R.2221-10 du CGCT, les frais de déplacement engagés par les membres du Conseil d'exploitation pour se rendre aux réunions du conseil peuvent être remboursés, sur justificatifs.

## **Article 6.5 – Présidence et Vice-Présidence**

Le Conseil d'exploitation élit en son sein à bulletin secret et à la majorité absolue son Président et un [1] Vice-président lors de sa première réunion suivant la désignation des membres du Conseil d'exploitation par le Conseil municipal.

Lors de la première réunion du Conseil d'exploitation le membre le plus âgé du Conseil d'exploitation prend la présidence de cette première séance uniquement.

Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le Président et le Vice-président du conseil d'exploitation sont des représentants de la Commune.

La durée du mandat de Président et de Vice-président du Conseil d'exploitation est identique à celle du mandat des autres membres du Conseil d'exploitation.

Le Président et le Vice-président du Conseil d'exploitation sont rééligibles.

Le Président du Conseil d'exploitation peut déléguer certaines de ses fonctions au Vice-président par voie d'arrêté.

En cas d'empêchement du Président du Conseil d'exploitation, sa suppléance est assurée par le Vice-président.

## **Article 6.6 - Fréquence des réunions, ordre du jour et convocations**

Le Conseil d'exploitation se réunit obligatoirement au moins tous les trois mois sur convocation de son Président. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile, ou sur la demande du préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Les convocations aux réunions du Conseil d'exploitation sont adressées par le Président du Conseil d'Exploitation à ses membres, par courrier électronique à l'adresse mail communiquée par ces derniers. A la demande des membres, les convocations peuvent être adressées par écrit, au domicile déclaré ou en autre lieu.

Une note explicative de synthèse sur les sujets portés à l'ordre du jour est adressée avec la convocation aux membres du Conseil d'exploitation.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. Le délai peut être réduit à trois jours francs en cas d'urgence déclarée par le Président.

A compter de la réception de la convocation accompagnée de l'ordre du jour et de la note de synthèse, et jusqu'à la séance, les membres du Conseil d'exploitation peuvent se faire communiquer les dossiers préparatoires ou les consulter sur place, en Mairie et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Président du Conseil d'exploitation.

Toute question, demande d'information ou intervention d'un membre du Conseil d'exploitation auprès de la régie, doit être adressée au président de la régie trois jours ouvrés au moins avant la séance du Conseil d'exploitation. Dans ce cas, les informations devront être communiquées au demandeur avant l'ouverture de la séance du Conseil d'exploitation ou pendant celle-ci.

Dans les autres cas, les réponses sont communiquées dans la quinzaine suivant la demande.

### **Article 6.7 – Suppléances et pouvoirs**

Tout membre titulaire dans l'impossibilité d'assister à une réunion du Conseil d'exploitation doit avertir la Direction de la régie au plus tard deux (2) jours ouvrés avant le jour prévu de la réunion. Le cas échéant, il peut demander à tout suppléant de le remplacer. Exceptionnellement, le membre suppléant est alors appelé à siéger avec une voix délibérative à la réunion du Conseil d'exploitation.

Dans l'hypothèse de l'empêchement simultané du membre titulaire et des suppléants, le membre titulaire peut donner procuration de vote à tout autre membre titulaire du Conseil d'exploitation.

Les pouvoirs sont remis au Président du Conseil d'exploitation au plus tard en début de séance ou doivent être parvenus avant la séance à la direction de la régie.

### **Article 6.8 – Quorum**

Le Conseil d'exploitation ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié des membres siégeant avec voix délibérative assistent à la séance.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance et à la mise à discussion de chaque dossier faisant l'objet d'un vote.

Le remplacement d'un membre titulaire par un suppléant entre dans le calcul du quorum. En revanche, les pouvoirs donnés par les membres du Conseil d'exploitation absents à leurs collègues titulaires n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions sus-décrites, ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'exploitation est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle et peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

### **Article 6.9 - Déroulement des réunions, vote**

Les séances du Conseil d'exploitation ne sont pas publiques.

Au début de chacune de ses séances, le Conseil d'exploitation sur invitation de son Président nomme l'un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce secrétaire des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, parmi les personnels dont la présence est jugée nécessaire par le Président du Conseil d'exploitation pour assister aux séances.

Le Directeur de la régie assiste aux séances avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Les délibérations du Conseil d'exploitation sont adoptées à la majorité des suffrages exprimés. Ne sont pas pris en compte les bulletins blancs ou nuls ou les abstentions. En cas de partage des voix, celle du Président du Conseil d'exploitation est prépondérante, sauf cas du scrutin secret.

L'unanimité est réputée acquise si, au nombre des suffrages exprimés, aucun vote « contre » n'a été émis.

Lorsque le vote est au scrutin public, le registre des délibérations du Conseil d'exploitation consigne le nom des votants et le sens de leur vote.

Ce vote peut être effectué :

- A main levée ;
- Sur appel nominal.



Lorsqu'un membre du Conseil d'exploitation vote en vertu d'un pouvoir, il veille à rappeler clairement le nom du mandat pour lequel il s'exprime.

Il est voté au scrutin secret lorsque :

- Un tiers des membres présents le demande ;
- Le Président l'ayant proposé, un tiers des membres présents émet un avis favorable.

Le caractère secret des votes doit être préservé. A défaut, les votes dont le sens et l'auteur ont été divulgués sont considérés comme nuls.

## **Article 6.10 – Comptes rendus des réunions du Conseil d'Exploitation**

Il est établi un compte rendu de chaque séance du Conseil d'exploitation affiché sous huitaine. Il s'agit d'une synthèse sommaire sous forme d'extrait des délibérations du Conseil d'exploitation votées comprenant le nom des membres du Conseil d'exploitation présents, absents, représentés ainsi que le détail des votes émis.

## **Article 6.11 – Délibérations du Conseil d'exploitation**

Les délibérations du Conseil d'exploitation sont portées par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le Président du Conseil d'exploitation.

## **Article 6.12 – Créations de commissions**

Afin de préparer ses travaux, le Conseil d'exploitation peut décider la création de commissions chargées de réfléchir sur un aspect particulier du service.

Le Conseil d'exploitation désigne les membres et le Président de chaque commission.

Le Président de chaque commission est chargé d'animer son équipe de travail. Il peut faire appel à des personnalités extérieures de son choix. Il rend compte régulièrement au Conseil d'exploitation de l'avancement des travaux de sa commission.

À l'issue de ses travaux, chaque commission produit un rapport avec des recommandations qui sont soumises au Conseil d'exploitation.

# **Article 7 - Le Directeur**

## **Article 7.1 - Désignation - Nomination**

Le Directeur de la régie est désigné par délibération du Conseil municipal, sur proposition de la Maire. Cette dernière nomme le Directeur. Elle met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Le Directeur de la régie est désigné dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-11 du CGCT.

## **Article 7.2 Attributions du directeur**

Le Directeur assure le fonctionnement des services de la régie. A cet effet :

- 1° Il prépare le budget.



2° Il procède, sous l'autorité de la Maire, aux ventes et aux achats courants.

Le Directeur est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par la Maire de la Commune après avis du Conseil d'exploitation.

Le Directeur peut recevoir de la Maire, sous la responsabilité et la surveillance de cette dernière délégation de signature pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Le Directeur gère les aspects techniques et administratifs de la régie et informe régulièrement le Conseil d'exploitation de la marche du service.

Il gère le personnel de la régie. A ce titre, il nomme et révoque les agents et employés de la régie.

## **Article 8 - Le comptable**

Les fonctions de comptable de la régie sont remplies par le comptable public de la Commune de Chilly-Mazarin.

## Chapitre 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DE LA RÉGIE

### Article 9 – Dispositions générales

Le budget de la régie est établi conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4.

Les recettes et les dépenses d'exploitation et d'investissement de la régie du marché forain sont regroupées dans un budget unique, distinct du budget principal de la Commune de Chilly-Mazarin.

### Article 10 - Dotation initiale et avances

L'article R2221-13 du CGCT prévoit que « la dotation initiale de la régie, prévue par l'article R. 2221-1 du CGCT, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves. ».

A la date de création de la Régie, la Commune de Chilly-Mazarin met gratuitement à sa disposition, aux jours et horaires du marché forain, l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'exploitation du Service, à savoir :

- La Halle sise au 31 Avenue Pierre Brossolette, 91380 Chilly-Mazarin ;
- Le pourtour de la Halle soit les espaces publics autour du bâtiment ;

La Régie peut également bénéficier d'une dotation initiale qui lui est versée par la Commune dans les conditions de l'article R.2221-13 du CGCT. A l'actif, cette dotation initiale comprend l'ensemble des biens meubles, matériels ou immatériels affectés au fonctionnement et à l'exploitation du Service, Ces apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale.

A la date de création de la régie, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Régie ne dispose pas de dotation initiale.

En revanche, la commune de Chilly-Mazarin met à disposition de la Régie une avance de trésorerie d'un montant de 20 000 €, remboursable dans l'année, avant le 31 décembre 2023, afin de lui permettre de démarrer son activité et de couvrir les décalages de trésorerie.

### Article 11 – Présentation du budget

Le budget est présenté en deux sections :

- dans la première, sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- dans la seconde, sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

La présentation détaillée de chaque section est conforme aux dispositions des articles R.2221-86 à 88 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 12 – Préparation et vote du budget**

Le budget est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la Commune et peut être modifié dans les mêmes formes.

Il est préparé par le Directeur de la régie et voté par le Conseil municipal, après avis du Conseil d'exploitation.

Lors de la présentation du budget, la Maire fournit à l'appui de ses propositions un exemplaire du dernier compte financier ainsi qu'un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la régie.

## **Article 13 - Clôture de l'exercice**

Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant.

Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées, et pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiées par le directeur au comptable et rattachées au résultat de l'exercice qui s'achève.

Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées, pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiés par le directeur au comptable et reportés au budget de l'exercice suivant.

## **Article 14 – Préparation et vote du compte de fin d'exercice**

A la fin de chaque exercice, l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte financier. L'ordonnateur vise le compte financier. Il le soumet pour avis au Conseil d'exploitation accompagné d'un rapport donnant tous éléments d'information sur l'activité de la régie.

Le compte financier est présenté par la Maire au Conseil municipal qui l'arrête.

## **Article 15 – Affectation du résultat comptable**

Le Conseil municipal délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget, dans le respect des règles fixées par l'article R.2221-90 du CGCT.

## Chapitre 4 - FIN DE LA RÉGIE

### Article 16 - Cessation d'activité

En application des dispositions des articles R.2221-16 et R.2221-17 du CGCT, la cessation des activités de la régie intervient en exécution d'une délibération adoptée par le Conseil municipal.

La délibération fixe la date à laquelle les activités de la régie prennent fin. A cette date, le passif et l'actif de la régie sont repris dans les comptes de la Commune.

### Article 17 - Liquidation

La Maire procède à la liquidation de la Régie elle-même ou en désignant par un arrêté un liquidateur ayant la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable.

Le liquidateur prépare le compte administratif de l'exercice en cours qu'il adresse au préfet d'Ile-De-France. Les comptes de la Régie sont arrêtés par le préfet.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité spécifique, tenue par le comptable public et annexée aux comptes de la Commune au terme des opérations de liquidation.

## **Chapitre 5 : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 17.1 Modification des statuts**

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une délibération du Conseil municipal de Chilly-Mazarin, sur proposition de la Maire.